

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 26 juin 2023
(Convocation du 20 juin 2023)

Aujourd'hui, le 26 juin 2023 à 08h30, le bureau dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

Conseillers en exercice	
• Nombre	8
• Voix	8
Présents	
• Nombre	6
• Voix	6
Pouvoirs	
• Nombre	0
• Voix	0
Majorité simple selon article 15.2 des statuts	

Suffrages exprimés		
Pour		
• Nombre	6	
• Voix	6	
Contre		
• Nombre	0	
• Voix	0	
Abstention		
• Nombre	0	
• Voix	0	

Étaient présents :

Mme Céline Salles, M. Paul Carrère, M. Gérard Castet, M. Charles Pelanne, M. Bernard Poublan, M. Bernard Verdier

Étaient excusés :

Mme Dominique Degos, M. Thierry Carrère

Secrétaire de séance : Mme Céline Salles, Vice-Présidente

Rapporteur : M. Paul Carrère, Président



OBJET : Conventions - Ressource en eau - Convention d'autorisation d'activités de l'association Kamineo sur le réservoir de l'Arrêt-Darré

Exposé des motifs :

Le réservoir de soutien d'étiage de l'Arrêt-Darré a été mis en service en 1996 et confié en gestion à la CACG sous forme de concession jusqu'en mars 2023. Cet ouvrage d'une capacité de 10 millions de mètres cubes couvre une superficie maximale en eau de 110 hectares et minimale de 15 hectares. Il a vocation à réalimenter les cours d'eau de l'Arros (65/32) et l'Adour (32/40) et assure une fonction multi-usages contribuant au bon état des milieux, à la dilution des rejets d'une vingtaine de stations d'épuration (33 762 équivalents habitants) et à la compensation des prélèvements à l'aval (essentiellement 8 200ha SAU et 260 exploitations agricoles). Dans l'objectif de fonder cet ouvrage dans le futur contrat de délégation de service public à renouveler au 1^{er} janvier 2024, un avenant de prolongation de la concession Arrêt-Darré a été signé avec la CACG pour porter l'actuel contrat au 31 décembre 2023.

Comme tous les ouvrages de soutien d'étiage du bassin de l'Adour, au-delà même de la fonction d'utilité publique affectée à cet outil technique et dans la limite des conditions de sécurité et d'équilibre économiques propres à chaque équipement, le réservoir de l'Arrêt-Darré, de par sa vocation multi-usages, est de nature à permettre et accueillir des activités annexes compatibles avec sa fonction première. Ainsi depuis sa création, certaines utilisations ont été autorisées à titre précaire à la demande d'acteurs locaux divers, publics ou privés et un certain nombre de manifestations ponctuelles se tiennent sur ou en proximité du réservoir.

Dans ce cadre, l'Association KAMINEO a eu été autorisée, par convention signée avec notre délégataire la CACG et échue en mars 2023, à développer des activités autour de la pratique du paddle. Aujourd'hui, l'association développe la pratique du canoë mais également la découverte à vélo sur le site et aux environs. À cet effet, elle souhaite installer des équipements de type containers (aménagés et habillés pour s'insérer dans le site), dans le but de stocker le matériel navigable et les vélos mais aussi d'avoir un point d'accueil du public. N'ayant pas obtenu l'accord de s'installer sur le terrain de la communauté de communes, à côté de la guinguette ou en proximité des agrès de sport plein air, l'association a sollicité l'installation de ses équipements sur le parking existant situé à l'entrée du réservoir de soutien d'étiage.

Vu la délibération n°64/2021 du comité syndical en date du 22 septembre 2021 concernant l'élection de Monsieur Paul Carrère en tant que Président de l'Institution Adour,
Vu la délibération n°122/2021 du comité syndical en date du 29 septembre 2021 concernant les délégations au Bureau et notamment l'approbation des conventions avec toute personne morale ou physique,

Considérant la demande de l'association KAMINEO afin de poursuivre ses activités sur le réservoir de soutien d'étiage ainsi que sa demande d'installation d'équipements sur le parking,

Considérant la nécessité de s'assurer, dans le cadre du multi-usages, de la compatibilité des activités avec les objectifs d'utilité publique du réservoir de soutien d'étiage de l'Arrêt-Darré, les impératifs de sécurité et le nécessaire équilibre économique

LE BUREAU

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE



Article 1

- d'autoriser la convention d'usage sur le réservoir de soutien d'étiage de l'Arrêt-Darré avec l'association KAMINEO, aux fins d'y poursuivre ses activités ainsi que d'autoriser l'installation d'équipements sur le parking,
- d'autoriser le président à signer la convention tripartite avec l'association KAMINEO et la CAGC concessionnaire telle qu'annexée à la présente,
- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution.

Article 2

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 26 juin 2023 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRÈRE



INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Envoyé en préfecture le 28/06/2023

Reçu en préfecture le 28/06/2023

Publié le

ID : 040-254002264-20230626-230626H1868H1-DE



Association KAMINEO

CONVENTION

Autorisation d'activités de l'association KAMINEO sur le réservoir de soutien d'étiage de l'Arrêt Darré

**Entre :**

L'Institution Adour, syndicat mixte ouvert reconnu établissement public territorial du bassin de l'Adour, domiciliée au 38 rue Victor Hugo - 40025 Mont-de-Marsan cedex et représentée par son président, Paul Carrère, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération n°2023_B_xx en date du 26 juin 2023, ci-après dénommée : l'EPTB

Et :

La Compagnie d'aménagement des coteaux de Gascogne, domiciliée Chemin de Lalette - CS 50449 - 65004 TARBES Cedex, représentée par son directeur général, Willy Luis, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération n°XXX en date du jj mmmm aaaa, ci-après dénommé : la CACG

Et :

L'association Kamineo, domiciliée au 18 rue du Gabastou - 65190 Tournay, représentée par son gérant, Éric Alexis, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération n°XXX en date du jj mmmm aaaa, ci-après dénommé : le bénéficiaire

Préambule

Le réservoir de l'Arrêt Darré est un ouvrage qui a pour vocation de réalimenter les cours d'eau, géré par la CACG dans le cadre d'une concession avec l'Institution Adour échue au 16 mars 2023 et prorogée jusqu'au 31 décembre 2023.

Vu la délibération n°2023_B_xx en date du 26 juin 2023 de l'Institution Adour approuvant les termes de la présente convention et autorisant son président à la signer,

Vu la délibération n°XX en date du jj mmmm aaaa de la CACG approuvant les termes de la présente convention et autorisant son président à la signer,

Vu la délibération n°xx de l'association Kamineo en date du xx approuvant les termes de la présente convention et autorisant son président à la signer,

Considérant que l'association KAMINEO n'a pas obtenu l'accord de s'installer, à côté de la guinguette ou en proximité des agrès de sport plein air sur le terrain de la communauté de commune des Coteaux du Val d'Arros, l'association sollicite l'installation de ses équipements sur le parking existant situé à l'entrée du réservoir de soutien d'étiage.

Considérant la demande de l'association visant à poursuivre ses activités d'animations et à installer des équipements de stockage et d'accueil du public,

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIV**Article 1. Objet de la convention**

La présente convention a pour objet la mise à disposition du réservoir de soutien d'étiage de l'Arrêt Darré au profit de l'association Kamineo pour l'exercice d'activités de stand-up paddle (activité initialement autorisée), la pratique du canoë (régularisation) et l'installation d'équipements de type





containers (aménagés et habillés pour s'insérer dans le site), dans le but de stocker le matériel navigable et les vélos mais aussi afin de disposer d'un point d'accueil du public.

Article 2. Périmètre de l'autorisation

Le bénéficiaire est tenu de donner aux emplacements qu'il occupe une utilisation conforme aux activités de stand-up paddle et de canoë, ainsi qu'à la pratique du vélo, à l'exclusion de toute autre.

A cet effet, le bénéficiaire est autorisé à installer sur le parking situé à l'entrée du réservoir sur la commune de Coussan, deux containers, aménagés et habillés de sorte qu'ils s'intègrent dans le site, dans le but de stocker le matériel navigable et les vélos mais aussi d'avoir un point d'accueil du public. Le bénéficiaire sollicitera, préalablement à l'installation l'accord de l'EPTB, maître d'ouvrage et de son gestionnaire, sur le positionnement et l'impact de ces équipements dans l'environnement du site.

La présente convention n'interdit en aucune manière le maître d'ouvrage, l'EPTB, de délivrer d'autres autorisations portant sur des activités identiques ou similaires à celles du bénéficiaire à d'éventuels demandeurs.

Le bénéficiaire s'interdit d'occuper ou d'encombrer même temporairement tout ou partie d'ouvrage non compris dans le périmètre de la convention.

Article 3. Conditions d'utilisation du réservoir de soutien d'étiage par le bénéficiaire

Le bénéficiaire s'engage à informer l'EPTB, représenté par Mme Marie Laure PONS (marielaure.pons@institution-adour.fr avec copie stephane.simon@institution-adour.fr) de la date exacte des activités, par mail, au moins 10 jours calendaires avant la tenue de chaque activité saisonnière ou ponctuelle.

Le bénéficiaire est informé de la présence d'ouvrages à risques, tels que le déversoir de sécurité et prises d'eau. Ces ouvrages sont délimités par une drôme flottante, autour de laquelle une distance de sécurité infranchissable sera définie lors de l'établissement du plan de prévention, prévu à l'article 4 de la présente convention.

Le bénéficiaire est tenu de signaler l'emplacement des ouvrages à risques par tout moyen approprié (bouées, rubans de signalisation...). Les signalisations mises en œuvre par le bénéficiaire seront retirées après chaque activité.

La veille de chaque activité le bénéficiaire doit solliciter le maître d'ouvrage et son gestionnaire pour s'assurer de la non-présence de cyanobactéries sur le plan d'eau, qui interdirait toute activité. La responsabilité du maître d'ouvrage et de son gestionnaire ne pourra être engagée quant à la qualité de l'eau.

Le bénéficiaire ne pourra faire usage de bateau à moteur thermique.

Article 4. Plan de prévention

Un plan de prévention des risques annuel sera établi entre le bénéficiaire, le maître d'ouvrage et son gestionnaire, représenté par Mme Marie-Laure PONS (marielaure.pons@institution-adour.fr)

Article 5. Exploitation du réservoir par le maître d'ouvrage et son gestionnaire

Le maître d'ouvrage et son gestionnaire ont la responsabilité de l'exploitation des ouvrages qu'elle assume sans contraintes autres que réglementaires et de sécurité.





Le réservoir de soutien d'étiage a une vocation prioritaire hydraulique, il est utilisé pour réalimenter les rivières tributaires afin d'y satisfaire des besoins en eau de toute nature et en particulier pour répondre aux divers prélèvements (dont certains peuvent être effectués localement).

Les lâchers ou prélèvements sont plus importants en été, entraînant une baisse régulière de niveau.

Le réservoir peut donc être très bas en fin d'été lors des saisons particulièrement sèches. Son remplissage s'effectue sans limitation des débits entrants et le niveau d'eau peut varier très rapidement en automne et en hiver, au rythme des crues naturelles.

Le bénéficiaire n'élèvera aucune réclamation du fait de l'exploitation hydraulique du réservoir, et des variations du niveau d'eau et du volume stocké.

Le maître d'ouvrage et son gestionnaire sont tenus d'assurer l'entretien technique des installations hydrauliques et des barrages. A ce titre, ils se réservent le droit de procéder aux vidanges réglementaires permettant d'assécher les ouvrages.

Le maître d'ouvrage et son gestionnaire se réservent le droit de circuler en bateau à moteur thermique pour les besoins d'exploitation et de surveillance des ouvrages et des berges.

Article 6. État des lieux

Le bénéficiaire prend possession des emplacements en l'état. Ces emplacements ne font l'objet d'aucune pollution.

Dans l'hypothèse où le bénéficiaire modifierait l'état des emplacements, il doit les remettre en bon état et aux normes en vigueur avant de les restituer.

Si le maître d'ouvrage et son gestionnaire venaient à engager des frais de remise en état à l'issue d'une activité mise en œuvre par le bénéficiaire, ce dernier s'engage à rembourser l'intégralité desdits frais.

Article 7. Durée de l'autorisation

La présente convention engage les trois parties à partir de sa date de signature jusqu'à la date de fin de contrat de concession prorogé entre l'Institution Adour et la CACG, c'est-à-dire le 31 décembre 2023.

Elle ne pourra pas être renouvelée par tacite reconduction mais pourra faire l'objet d'une nouvelle convention avec l'Institution Adour.

Article 8. Redevance

La mise à disposition est accordée à titre gratuit par le maître d'ouvrage, l'EPTB.

Article 9. Responsabilité

La responsabilité du maître d'ouvrage et du gestionnaire ne sera en aucun cas engagée en cas d'accident ou de préjudice dans le cadre des activités physiques mises en œuvre par le bénéficiaire.

Dans le cas où la responsabilité du maître d'ouvrage et du gestionnaire serait néanmoins mise en cause, le bénéficiaire s'engage à y substituer la sienne propre sans exception ni réserve uniquement pour ses utilisateurs, et, à cet effet, s'engage à souscrire toute police d'assurance adéquate auprès de la compagnie de son choix.





Article 10. Assurances

En conséquence des obligations résultant du droit commun et de la présente convention, le bénéficiaire doit souscrire les assurances garantissant toutes responsabilités lui incombant en raison de son activité, et qu'il peut encourir de son propre fait ou de celui de toute autre personne intervenant à quelque titre que ce soit, durant toute la durée de validité de la convention.

Le bénéficiaire garantit le maître d'ouvrage et le gestionnaire et leurs assureurs contre toute action de quelque nature que ce soit qui serait engagée contre ces derniers, pour lesdits dommages et accidents.

Article 11. Clause résolutoire

Il est expressément convenu qu'à défaut de respecter les engagements ci-dessus après mise en demeure infructueuse de se conformer à la convention, la présente convention sera résiliée de plein droit sans formalité judiciaire.

Article 12. Contestations

Le tribunal compétent pour statuer sur les contestations auxquelles pourrait donner lieu l'application de la présente convention est le Tribunal administratif de Pau : Tribunal Administratif de Pau, Villa Noulibos - 50 cours Lyautey, BP 543, 64010 PAU Cedex - Tél. : 05.59.84.94.40 - Fax : 05.59.02.49.93 - Courriel : greffe.ta-pau@juradm.fr

Fait en 3 exemplaires originaux.

A Mont-de-Marsan, le

Paul Carrère
Président de l'Institution Adour

Willy Luis
Directeur général de la CACG

Éric Alexis
Président Association KAMINEO

